

BIGANOS



PORTE DU BASSIN

52 avenue de la Libération – CS 80450 - tél. : 05.56.03.94.50

COMMUNE DE BIGANOS

Département de la Gironde

Arrêté n°2025/0620

Portant réglementation du démarchage à domicile, des quêtes, des tombolas et des ventes de calendriers Sur le territoire de Biganos

Monsieur Le Maire de Biganos, Président de la COBAN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L221-1 et suivants ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et son article L511-1 ;

Vu le Code pénal, notamment ses articles 131-13 et R610-5 ;

Vu le Code de la Consommation, notamment ses articles L121-1 à L121-7 ;

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2021 transposant la directive européenne dite « Omnibus » du 27 novembre 2019,

Considérant la pratique récurrente sur la commune du démarchage à domicile, consistant à se rendre au domicile pour proposer la souscription de contrats de vente, location ou de prestation de services ;

Considérant les nombreux signalements reçus en Mairie de citoyens vulnérables, s'estimant victimes d'un démarchage abusif, ou estimant avoir été poussés à la souscription d'un contrat sans disposer d'éléments de décision clairs et objectifs ;

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer cette pratique sur la commune de Biganos dans l'intérêt général, afin de prévenir toute atteinte à la tranquillité et l'ordre public, et notamment de protéger les personnes vulnérables ;

Considérant que la réglementation en vigueur sur la commune de Biganos n'est pas suffisante pour garantir la tranquillité et la sécurité publique, au vu de la multiplication des pratiques de démarchages frauduleuses, abusives ou contestées par les consommateurs ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures de prévention et de contrôle renforcées, afin de prévenir l'ensemble des abus liés au démarchage à domicile, et notamment les abus de faiblesse, escroqueries, usurpations d'identités ;

- ARRÊTE -

I. Démarchage à domicile

Article 1 : La pratique du démarchage à domicile est, sur l'ensemble du territoire de la commune de Biganos, soumise à autorisation préalable de Monsieur le Maire. Cette autorisation pourra être délivrée dans un délai de 15 jours après fourniture d'un dossier complet, sous réserve de complétude et de vérification des pièces fournies.

Les entreprises souhaitant exercer la pratique de démarchage à domicile devront déposer au préalable, au moins 15 jours à l'avance, un dossier comprenant l'ensemble des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande d'autorisation de démarchage à domicile intégralement complété et signé,
- Un extrait K-bis ou justificatif équivalent,
- Une pièce d'identité de chaque démarcheur,
- Un mandat ou pouvoir du représentant légal de la société, entreprise individuelle ou artisanale, ou association, habilitant nominativement les préposés à procéder au démarchage à domicile sur la commune de Biganos.

.../...

Le formulaire de demande d'autorisation de démarchage est disponible en mairie, et téléchargeable sur le site internet de la commune. Le dossier renseigné peut être remis en main propre, transmis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail à la Police Municipale.

Article 2 : Une décision nominative d'autorisation de démarchage à domicile sera remise au demandeur, dans un délai de 15 jours après le dépôt de sa demande. L'autorisation est délivrée pour une durée de 15 jours.

La décision nominative d'autorisation devra pouvoir être présentée à tout moment, aux personnes ciblées par la pratique de démarchage, ainsi qu'à la Police Municipale et à la Gendarmerie Nationale.

Cette décision d'autorisation rappellera les règles communales s'appliquant au démarchage, et établira de manière non équivoque le caractère commercial du démarchage, sans lien avec la municipalité, ainsi que les droits fondamentaux des consommateurs.

Article 3 : L'absence de réponse dans un délai de 15 jours vaut rejet de la demande d'autorisation de démarchage à domicile. Cette décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois suivant la décision implicite de rejet.

Article 4 : Afin de garantir la tranquillité publique, et de protéger les personnes âgées, malades et vulnérables, le démarchage à domicile est exclusivement autorisé :

Du lundi au vendredi de 09 heures à 18 heures

Article 5 : Il est rappelé que le démarchage à domicile est interdit depuis le 28 mai 2022 dès lors qu'un consommateur a exprimé de manière claire et non ambiguë ne pas vouloir faire l'objet d'une telle visite (Code de la Consommation).

Article 6 : Les citoyens s'estimant victimes de pratiques commerciales frauduleuses, agressives, ou d'usurpations d'identité sont incités à contacter directement la Gendarmerie Nationale, ainsi qu'à en avvertir les services de la mairie de Biganos.

Le consommateur doit obligatoirement se voir remettre un contrat reprenant l'ensemble des informations, ainsi qu'un bordereau de rétractation. Le vendeur ne doit pas recevoir de paiement avant un délai de 7 jours ouverts à partir de la conclusion du contrat. Les consommateurs ayant signé un contrat dans le cadre d'un démarchage à domicile disposent d'un délai de rétractation de 14 jours ouverts. Il existe des médiateurs susceptibles de les accompagner en cas de litiges, notamment le médiateur de l'énergie.

Les factures et les contrats d'énergie sont des données personnelles, et personne n'a le droit d'exiger que vous leur présentiez.

II. Quêtes — ventes de calendriers — tombolas

Article 7 : Les quêtes au domicile des particuliers sont interdites dans le département de la Gironde par arrêté préfectoral, sauf autorisation prévue par le calendrier annuel des appels à la générosité publique. Dans ce cas, les quêteurs doivent être munis d'une carte d'habilitation délivrée par les services préfectoraux.

Les ventes de calendriers au domicile des particuliers ne sont pas assimilées à une quête au domicile interdite par arrêté préfectoral uniquement lorsqu'elles sont effectuées par certains organismes publics.

Les seules ventes autorisées sont celles réalisées par le Facteur, les Sapeurs-Pompiers, et les agents de l'entreprise chargée de la collecte des déchets.

Ces derniers seront munis d'une autorisation délivrée par la Police Municipale, attestant de leur qualité. La vente de calendriers et demande « d'étrennes » par les ferrailleurs et entreprises d'enlèvement des déchets « encombrants » sont strictement interdites.

La vente de billets de tombola et de calendriers par les associations de Biganos est soumise à autorisation préalable en Mairie. La demande est à effectuer par courrier ou par mail. Des autorisations seront remises aux responsables associatifs identifiés, qui devront pouvoir les présenter à tout moment.

Les dispositions des articles 1 à 5 ne s'appliquent pas aux activités définies au présent article.

III. Contrôle — constat — poursuites

Article 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par tout agent de la Police Municipale, de la Gendarmerie Nationale, ou tout agent assermenté compétent, et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout démarchage non autorisé fera l'objet d'une interruption d'activité et d'une verbalisation.

Conformément à l'article R-610-5 du Code Pénal, la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 2^{ème} classe. Le montant de cette contravention s'élève à 150 euros.

.../...

IV. Traitement des données personnelles

Article 9 : Les données collectées dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de démarchage sont utilisées aux fins de vérification, de contrôle et de suivi du démarchage à domicile sur le territoire de Biganos. Elles sont conservées deux ans. Elles sont susceptibles d'être transmises à la Gendarmerie Nationale, aux fins de vérification, de contrôle, d'enquête judiciaire et de suivi. Toute personne ayant communiqué des données personnelles dispose d'un droit d'accès et de rectification de ces données. Ce droit s'exerce en Mairie de Biganos, auprès de Monsieur Le Maire, personne responsable du traitement des données.

V. Entrée en vigueur — publicité — voies de recours

Article 10 : Le présent arrêté annule et remplace toutes dispositions antérieurement en vigueur.

Article 11 : Le présent arrêté figurera au registre des arrêtés de la Mairie, sera publié sur le site internet de la commune, et ampliation en sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Gironde,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie de Biganos.

Article 12 : Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Biganos, le 01 octobre 2025

Monsieur Le Maire de Biganos, Président de la COBAN

Bruno LAFON



DIFFUSION:

- *Préfecture de la Gironde*
- *Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Biganos*
- *Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de Biganos*
- *Service Vie Associative Citoyenne et Sportive de Biganos*

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Envoyé en préfecture le 06/10/2025

Reçu en préfecture le 06/10/2025

Publié le



ID : 033-213300510-20251001-APM250620-AR

